

Zoom sur ...

... les échanges commerciaux France-Afrique de l'Ouest (hors pays anglophones) en 2018

❖ Recul des échanges bilatéraux de la France avec l'Afrique de l'ouest

Les échanges de la France avec la zone suivie par le SER se sont contractés de 4,2% en 2018, à 4,2 Mds EUR. L'excédent commercial de la France dans la zone est de 2,4 Mds EUR (+9,1%). La France réalise des excédents avec tous les pays de la zone, y compris le Niger contrairement à l'année 2017.

La zone a absorbé **35,1%** des exportations françaises destinées à l'Afrique subsaharienne.

❖ Baisse globale des exportations françaises de 1,9% à 1,7 Md EUR et situations hétérogènes selon les pays

La Côte d'Ivoire reste le 1^{er} client de la France (31,6% des exportations françaises vers la zone), suivie du Sénégal (23,6%).

- **Pays où les exportations ont progressé :** Sénégal (820,6 M EUR, +8,2% en g.a.), Mali (341,2 M EUR, +3%), Burkina Faso (270,2 M EUR, +7,9%), Bénin (222,6 M EUR, +21,7%), Mauritanie (177,6 M EUR, -2%), Gambie (7,9 M EUR, +4,6%), grâce à hausse des machines industrielles et agricoles (+18,8% en g.a.) et des produits agricoles (+5,6% en g.a.).

- ❖ **Ceux où les ventes françaises ont reculé :** Côte d'Ivoire (1,1 Md EUR, -6,9% en g.a.), Togo (239,3 M EUR, -21,5%), Niger (108,4 M EUR, -27,9%), Cap-Vert (18,9 M EUR, -27,6%). Le recul des exportations est en partie dû à la baisse des ventes de produits pharmaceutiques dans la région (-25,3%) et des produits de raffinage du pétrole pour le Togo.

Les exportations vers la Guinée (170 M EUR) et la Guinée-Bissau (3,3 M EUR) ont quasiment stagné.

❖ La chute des achats d'uranium tire les importations françaises vers le bas à 1,1 Md EUR (-19,7%)

80% des importations françaises de la zone proviennent ces dernières années de la Côte d'Ivoire (produits agricoles) et du Niger (uranium). Les importations en provenance de la Côte d'Ivoire ont légèrement reculé (819 M EUR, -2,7% en g.a.) et les importations d'uranium nigérien ont dégringolé à 5,2 M EUR (-98%). Cette évolution place le Sénégal au 2nd rang des fournisseurs de la France (8%) et la Guinée au 3^{ème} rang (7%) derrière la Côte d'Ivoire qui conserve sa 1^{ère} place avec 75% des importations françaises en provenance de la zone.

Dans les autres pays, les évolutions sont contrastées :

- **Pays pour lesquels les importations françaises ont augmenté :** Sénégal (91,1 M EUR, 3,4%), Mauritanie (42,6 M EUR, +11,1%) et le Togo (19,7 M EUR, +25,1%).
- **Ceux pour lesquels les achats français ont reculé :** Guinée (75,8 M EUR, -15,5%), Burkina Faso (20 M EUR, -12,7%), Mali (9 M EUR, -6,7%) et Bénin (2,4 M EUR, -22%).

Les importations françaises restent faibles en Gambie, au Cap-Vert et en Guinée-Bissau.

Pays	Exportations	Variations	Importations	Variations
	M EUR	%	M EUR	%
Bénin	222,7	21,7	2,4	-22,0
Burkina Faso	270,2	7,9	20,0	-12,7
Cap Vert	18,9	-27,6	0,3	-28,8
Côte d'Ivoire	1100,5	-6,9	819,2	-2,7
Gambie	7,9	4,6	0,2	11,0
Guinée	170,0	-0,7	75,9	-15,5
Guinée Bissau	3,3	-2,2	0,1	-94,6
Mali	341,2	3,0	9,0	-6,7
Mauritanie	177,6	-2,0	42,6	11,1
Niger	108,4	-27,9	5,2	-97,8
Sénégal	820,6	8,2	91,1	3,4
Togo	239,3	-21,5	19,7	25,1

Gestion des stocks de sécurité alimentaire dans la CEDEAO

Le 8 février, le Togo a accueilli une rencontre régionale du réseau des structures publiques en charge de la gestion des stocks nationaux de sécurité nationale alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (Resogest). Ce réseau regroupe depuis 2017 les pays membres de la CEDEAO et CILSS afin de gérer les opérations d'urgence en cas de crise alimentaire conjoncturelle. Il s'agit d'établir la complémentarité entre les stocks de proximité, les stocks nationaux et une réserve régionale de sécurité alimentaire. Dix ans après la crise alimentaire de 2008, le changement climatique et le terrorisme menacent l'insécurité alimentaire. A noter que tous les pays du Sahel souffrent actuellement d'insécurité alimentaire chronique.

BENIN

Loi de finances 2019 : baisse des dépenses en capital et déficit prévisionnel en baisse

Le budget 2019 du Bénin s'élève à 1 877,5 Mds FCFA (2,9 Mds EUR) dont 1 264,3 Mds FCFA (1,9 Md EUR) en dépenses pour le budget général. Il est marqué par une forte contraction du déficit global (dons inclus) qui passerait de 270,7 Mds FCFA (413 M EUR, 4,6% du PIB) en 2018 à 161,2 Mds FCFA (246 M EUR, 2,5% du PIB). Ce résultat est dû à une hausse des recettes fiscales (+8,4%), au gel des dépenses ordinaires hors intérêts de la dette et à la réduction sensible de l'investissement public (-12%). En revanche, le poids du service de la dette (intérêts et remboursement du principal) sur la trésorerie de l'Etat va s'accroître sensiblement en 2019 (+9% à 626,6 Mds FCFA, soit 955 M EUR).

Financement international pour le développement agricole

[Un accord de financement du Projet d'appui au développement agricole et à l'accès au marché \(PADAAM\) à hauteur de 92,3 M EUR a été signé le 8 février entre le Fonds international de développement agricole \(FIDA\) et le Bénin.](#) Ce projet vise à réduire les importations agricoles et tend à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles face aux changements climatiques. Il installera un système d'assurance et permettra d'aménager des bas-fonds, magasins de stockage et pistes. Le projet est cofinancé par le fonds de l'OPEP pour le développement international (88,4 M EUR), le secteur privé (4,9 M EUR), les institutions financières (1,1 M EUR), le gouvernement béninois (8,6 M EUR). Pour rappel, l'agriculture constitue près de 33% du PIB béninois.

BURKINA FASO

12,6 M EUR de contrats validés pour l'adduction d'eau

Le Conseil des ministres du Burkina Faso du 13 février 2019 a adopté un rapport relatif à la réalisation de 1 220 forages, de 90 forages à gros débit, la fourniture et la pose de 1 220 pompes à motricité humaine et la construction de 1 100 superstructures dans les Régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest. 46 lots ont été attribués pour un montant total 12,6 M EUR sur financement de la Banque mondiale.

Le minier canadien SEMAFO poursuit son expansion

Après ses succès sur les projets de Mana et Boungou, entrés récemment en phase de production (plus de 400 000 onces d'or prévues en 2019), le canadien SEMAFO a annoncé le 11 février 2019 que son site de Bantou hébergerait une ressource minérale inférée de 2,1 millions de tonnes titrant 5,35 g/t d'or, soit 361 000 onces. Bantou est situé à environ 170 km au sud de la mine de Mana dans la région de Houndé. A noter que SEMAFO, qui défient pour l'instant 15,5% du capital-actions du canadien Savary Gold, a proposé de racheter la totalité des actions de ce dernier à travers une transaction d'une valeur d'environ 17,1 USD. Si les accords définitifs sont conclus comme prévu avant le 11 mars 2019, le projet Karankasso, détenu au Burkina Faso par Savary, s'ajoutera à son portefeuille d'actifs aurifères.

Bientôt la construction du chemin de fer Burkina-Faso-Ghana ?

Les études de matérialisation du tracé et du dossier de consultation du projet d'interconnexion ferroviaire pour la partie burkinabè ont été lancées le 4 février 2019. Le chemin de fer aurait pour point de départ Ouagadougou et traverserait les localités de Kombissiri, Manga, Béguédo, Garango, Tenkodogo, Bagré, Zabré et Pô. Le train doit passer aussi par Dakola en direction du port de Téma avant de s'arrêter à Accra, capitale du Ghana. Les études de traçage ont été confiées au consortium Team Engineering/Vision Consult (7 Mds FCFA/ délai de 8 mois) A la date d'aujourd'hui, une quinzaine d'entreprises ont marqué leur intérêt pour la phase de construction, dont des entreprises chinoises, européennes et russes. Le Burkina Faso et le Ghana se sont fixé la date butoir de 2020 pour lancer les travaux de construction de la ligne ferroviaire entre les deux États.

CAP-VERT

Création d'une ligne de microcrédit pour stimuler l'économie de la mer

Le ministère de l'économie maritime souhaite créer une ligne de microcrédit à destination des pêcheurs et poissonniers afin de stimuler l'économie de la mer et le développement durable de la pêche au Cap-Vert. Il est prévu de créer une banque de petites et moyennes entreprises, incitée à accorder des prêts aux acteurs du secteur. Cette mesure fait partie du Plan stratégique de développement durable (PEDS) du gouvernement.

COTE D'IVOIRE

Rachat de Vibe Radio Côte d'Ivoire et Sénégal par Voodoo Group

Le directeur général du groupe ivoirien Voodoo a annoncé avoir procédé au rachat de la totalité des parts de Vibe Radio Côte d'Ivoire et Sénégal, filiales du groupe français Lagardère Active Radio International, lancées respectivement en 2015 et 2014. Le groupe ivoirien de communication étend son portefeuille de marques de médias, après les magazines Tycoon et Life.

Guide de bonne pratique de traçabilité de la filière anacarde

Un Guide de bonnes pratiques de traçabilité dans le secteur anacarde, conçu par la Société financière internationale, en partenariat avec les gouvernements ivoirien et canadien et le Conseil coton anacarde, a été présenté. Il a pour objectif de fournir aux PME de la filière des connaissances techniques et de gestion pour mettre en place un système de documentation et de traçabilité conforme aux réglementations et normes, de qualité et salubrité, en vigueur sur les marchés internationaux. C'est la condition pour exporter des produits à haute valeur ajoutée alors qu'aujourd'hui près de 90% des noix sont exportées brutes. Pour le premier producteur mondial, l'objectif de transformation est de 50% soit 400 000 t.

Alignement du système de vente du cacao sur le modèle ghanéen

[La première semaine de février, le Conseil du Café Cacao \(CCC\) a vendu 400 000 t de cacao en direct aux négociants internationaux](#), s'éloignant ainsi de son système de commercialisation de vente à terme. Depuis 2012 ce système permettait au pays de vendre par anticipation 70 à 80% de sa récolte grâce à des enchères électroniques journalières. Cette harmonisation des mécanismes de vente fait partie des engagements pris en décembre dernier dans le cadre de la collaboration des 2 pays pour réduire leur vulnérabilité face aux cours mondiaux. Le CCC aurait demandé aux exportateurs de nommer 2 représentants pour négocier directement les achats de cacao. La Côte d'Ivoire devrait vendre 600 000 t en direct en 2019/20.

Tenue du Salon international sur la Santé « Africa Santé Expo »

La deuxième édition d' Africa Santé Expo s'est déroulée du 7 au 9 février au Sofitel d'Abidjan. Cette année, le thème du Salon était « la démarche qualité au service du développement des systèmes de santé et du bien-être des populations ». A cette occasion, la Première dame, Dominique Ouattara, a réitéré son plaidoyer en faveur de la production locale d'antirétroviraux afin de lutter contre le VIH. Ce salon a également été l'occasion de finaliser « l'Appel d'Abidjan » sur

l'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest. Le ministre en charge de l'Industrie a fixé comme objectif de produire localement 50% des produits pharmaceutiques consommés en Côte d'Ivoire en 2025, contre 10% en 2019.

GAMBIE

Lancement d'un programme pour le développement de l'entrepreneuriat numérique par le Youth Empowerment Project (YEP) de l'Union européenne

Le YEP, projet phare financé par l'UE en Gambie, a lancé un programme visant à développer le secteur des technologies de l'information, en soutenant 25 start-up gambiennes du secteur. Le « YEP » est un projet sur quatre ans (2017-2020) financé par le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'UE à hauteur de 11 M EUR.

MALI

Le budget de l'Etat pour 2019 est financé pour près des deux tiers par des recettes fiscales

Le budget global (dépenses budgétaires et charges de trésorerie) s'établit à 2 759,2 Mds FCFA (4,2 Mds EUR), en hausse de 3,1% par rapport à 2018. Il a été établi sur la base d'une prévision de croissance économique de 4,8% (contre 5% pour le FMI). Le budget sera majoritairement (aux deux tiers) financé par les recettes fiscales qui devraient croître de 6,6%, essentiellement grâce à l'amélioration attendue de l'efficacité des services de collecte. Les dépenses courantes (composées à 47% de charges de personnel) absorberont 45% du budget, contre 34% pour les investissements et 13% pour le service de la dette. Le déficit budgétaire devrait se consolider et situer à 3%, conforme à la norme UEMOA. En revanche, le pays ne respectera pas deux critères de convergence de second rang : les ratios « masse salariale/recettes fiscales (37,3% contre une norme de 35% maximum) et « recettes fiscales/PIB » (15,6% contre 20% minimum).

MAURITANIE

Relance de l'appel d'offres pour l'attribution de la licence 4G

L'Autorité de régulation de Mauritanie (ARE) a relancé l'appel d'offres pour l'attribution de la licence d'établissement et d'exploitation de réseaux et services de communications électroniques de quatrième génération (4G), suite à l'échec du premier appel d'offres lancé en octobre 2018. Ce dernier n'avait pas suscité d'intérêt de la part des compagnies de télécommunication du pays. L'ARE propose deux types de licences : la 4G, destinée aux compagnies détentrices de licences 2G/3G en Mauritanie, et une licence globale 2G/3G/4G, destinée à un nouvel opérateur. Trois compagnies téléphoniques opèrent sur le marché : Mauritel, filiale de Maroc Telecom, Mattel, filiale de Tunisie Telecom, et Chinguitel, filiale de Sudatel.

Appui budgétaire de la Banque Mondiale à la Mauritanie

La Banque mondiale prévoit un troisième appui budgétaire, sur trois ans (2019 – 2021), de l'ordre de 90 M USD sous forme de don. La première tranche, de 30 M USD, sera décaissée en avril prochain si les conditions sont réunies. Cet appui budgétaire devrait accompagner les réformes pour améliorer (i) la célérité de la justice en matière d'affaires commerciales ; (ii) le passage rapide à l'internet haut débit et (iii) la formation professionnelle et l'enseignement.

Création d'un haut conseil des affaires en Mauritanie

La création de ce Haut conseil répond à une des doléances du secteur privé pour améliorer le climat des affaires et la coopération entre le gouvernement et le secteur privé. Le conseil se réunira quatre fois par an et s'intéressera aux obstacles aux investissements étrangers. Il sera présidé par le Premier ministre et comprendra des représentants des départements concernés par le secteur privé notamment les ministères de la justice ; de l'économie et des finances ; du pétrole, de l'énergie et des mines ; des pêches et de l'économie maritime ; du commerce, de l'industrie et du tourisme ; de la formation professionnelle ; de l'habitat, de l'urbanisme ; du développement rural, la Banque

centrale de Mauritanie ; l'Autorité de la Zone franche de Nouadhibou et le Président du patronat mauritanien.

Bonne tenue du secteur de la pêche

Les exportations de poissons sont passées 350 M USD en 2008 à 1 Md USD en 2018, le volume des captures passe de 300 000T à près de 700 000T sur la même période et le nombre d'emploi de 34 000 à 60 000. Le secteur de la pêche compte une flotte de 7 000 pirogues et 150 navires côtiers. Il représente environ 20% des recettes budgétaires de l'État (estimées en 2018 à 1,3 Md EUR).

NIGER

La douane nigérienne envisage de collecter environ 241 Mds FCFA (367 M EUR) en 2019

L'administration douanière nigérienne prévoit de collecter en 2019, environ 241 Mds FCFA (367 M EUR) au titre des recettes, soit un surplus de 41 Mds FCFA (62 M EUR) sur les prévisions de l'année dernière. Un défi, puisque, sur les 201,1 Mds FCFA (306 M EUR) de recettes attendues en 2018, seulement 176,1 Mds FCFA (268 M EUR) étaient rentrés dans les caisses de cette administration. L'optimisme affiché cette année découle des différentes réformes déjà réalisées et en cours de réalisation telles que : l'élaboration d'un manuel de procédures, la reprise de l'étude sur le temps nécessaire pour la mainlevée des marchandises, le suivi des cargaisons par la géolocalisation, le marquage des hydrocarbures, et la dématérialisation des documents à joindre à la déclaration.

Le Niger et le Nigéria signent un protocole pour mieux lutter contre la corruption transfrontalière

Le Niger et le Nigéria ont signé, le 7 février 2019 à Niamey, un protocole d'entente entre la Haute autorité à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA) du Niger et la Commission de lutte contre les crimes économiques et financiers (EFCC) du Nigeria. Cette entente doit faciliter la collaboration entre les deux pays dans la lutte contre la corruption transfrontalière, en réduisant certaines lourdeurs administratives. Pour mémoire, dans le classement *Transparency International*, le Niger et le Nigéria occupent respectivement la 114^{ème} et la 144^{ème} place sur 180 pays classés.

SENEGAL

Les transferts de fonds de la diaspora ont atteint 2 220 M USD en 2017

Selon la 2^{ème} édition du Profil migratoire du Sénégal, rendu public par l'agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), le volume de transferts de la diaspora sénégalaise est passé de 1 614 M USD en 2013 à 2 220 M USD en 2017 (+38%). Parmi les pays de provenance des envois de fonds, on constate une prédominance de la France (29%), de l'Italie (19%) et de l'Espagne (14%). En Afrique, la Gambie (12%), la Mauritanie (5,8%) et le Gabon (5,2%) constituent les principaux pays émetteurs. Les Etats-Unis contribueraient à hauteur de 85 M USD (soit 3,8% de part de marché). L'apport des Sénégalais de l'extérieur dans l'investissement économique du pays reste faible, l'essentiel des transferts étant destinés à la consommation des ménages. La part de ces transferts dans le PIB du Sénégal est passée de 6% en 2001 à 13% en 2017.

TOGO

Un forum économique Togo-UE se tiendra le 13 et 14 juin

Afin de renforcer l'attractivité du territoire togolais, la cellule nationale du climat des affaires, en partenariat avec la Délégation de l'UE, a décidé d'organiser du 13 au 14 juin 2019 un forum économique. Ce forum consistera à présenter les opportunités d'investissement du Plan National de Développement (PND, 2018-2022), les opportunités de financement de l'UE et d'autres bailleurs européens pour soutenir l'investissement privé et enfin à organiser des rencontres BtoB pré-arrangées. L'objectif de mobilisation est de 400 personnes, dont 300 entrepreneurs (togolais et européens).

La loi de finances 2019 consacre la poursuite des efforts d'assainissement budgétaire

Le budget 2019 du Togo s'élève à 1 461 Mds FCFA (2,2 Mds EUR), dont 894,9 Mds FCFA (1,4 Md EUR) au titre des dépenses pour le budget général. Il se caractérise par une forte baisse du déficit budgétaire global (dons compris), qui passerait de 88,8 Mds FCFA (135 M EUR, 3% du PIB) en 2018 (loi de finances rectificatives) à 13,9 Mds FCFA (21 M EUR, 0,4% du PIB). Cet assainissement budgétaire est rendu possible par une augmentation des recettes fiscales (+8,6%), la stabilisation des dépenses ordinaires et la réduction des dépenses en capital (-8,3% à 284,5 Mds FCFA, soit 434 M EUR). A contrario, le service de la dette (intérêts et remboursement du principal) est nettement plus significatif (+40% à 641 Mds FCFA, soit 977 M EUR) en raison de l'opération de reprofilage de la dette publique qui devrait porter sur l'amortissement anticipé de dette intérieure à hauteur de 260 Mds FCFA (396 M EUR) en 2019, financé par des emprunts extérieurs du même montant global et octroyés à des conditions (maturité et intérêt) plus avantageuses.

Financement international pour le développement agricole

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Togo ont signé le 7 février un accord de financement de 30,7 M EUR sur 6 ans dans le cadre du Projet d'appui au Mécanisme incitatif du financement agricole (ProMIFA). Plus de 50 000 ménages ruraux vulnérables bénéficieront du projet qui développera la production et la commercialisation du riz, des produits maraîchers, du maïs et des volailles pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés rurales. Le projet sera cofinancé par le secteur privé et les institutions financières (5,5 M EUR) et le gouvernement (3,3 M EUR). Le dispositif fera levier auprès de partenaires financiers afin de porter les prêts agricoles à 5% du total des prêts bancaires.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.)	11,4	19,5	0,5	25,6	2,2	13,3	1,7	19,5	4,0	19,3	16,3	8,0	121,3	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds\$)	10,5	14,3	2,0	45,9	2	11,5	1,5	17	5,2	9,5	24,2	5,3	128,6	1 645,3
PIB / Hab (\$)	923	734	3 622	1 791	740	865	852	892	1 310	489	1 485	668	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%)	6,0	5,9	4,3	7,4	5,4	5,8	4,5	5,1	2,5	5,3	7,0	4,7	6,4	3,1
Inflation (%)	2,3	2,0	1,0	1,7	6,2	8,2	2,0	2,5	3,8	3,9	0,4	0,4	1,8	8,6
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB)	-4,7	-5,0	-3,1	-3,8	-2,5	-2,2	-2,6	-3,3	0,2	-5,9	-3,5	-3,2	-4,0	-4,2
Dettes publiques (%PIB)	56,8	41,2	130,0	48,8	82,8	40,4	55,3	36,9	96,5	46,3	50,4	75,7	48,3	48,5
Pression fiscale (%PIB)	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-11	-9	-9	-5	-13	-21	-4	-7	-16	-16	-8	-9	-8	-3
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque